Séditions n°4

Septembre 2015

Définition: Révoltes concertées contre l'autorité publique.
synonyme d'*attentats, complots, insurrections, émeutes, agitations*

JOURNAL ANARCHISTE APÉRIODIQUE DE BESANÇON ET DE SES ENVIRONS

seditions@riseup.net

JCDecaux: une pourriture sur tous les fronts

Le groupe industriel JCDecaux s'est d'abord fait connaître en s'enrichissant dans la publicité à partir du milieu des années 50 puis en étendant son champ d'activités dans plusieurs rouages de la domination capitaliste et étatique.

En échange de l'installation « gratuite » d'abribus pour les municipalités, JCDecaux a carte blanche pour investir villes et périphéries d'encarts lumineux et d'écrans – petits et grands - dans lesquels s'étalent des milliers de mètres cube d'affiches et spots publicitaires. Son travail de lobotomisation des cerveaux est reconnu « d'utilité publique » par l'Etat.
Quasiment toutes les principales villes de France (Paris, Marseille, Toulouse, Lyon, Strasbourg, Dijon, Nantes...) ainsi que Besançon sont sous contrat avec JCDecaux. Son empire s'étend à travers l'Europe et le monde : la firme s'enrichit de ses affichages dans les gares, aéroports, transports, centres commerciaux et pôles d'activités tertiaires de plus de 60 pays de la planète. En plus d'être la vitrine de ce monde d'exploitation et d'oppression, ce « mobilier urbain » est bien évidemment utilisé comme instrument de propagande par les mairies locales et les entreprises qui oeuvrent au bon fonctionnement de la société : que ce soit pour mener les campagnes contre les « incivilités » dans les transports (ciblant essentiellement les fraudeurs), pour promouvoir des soirées culturelles d'assoc' qui participent à l'embourgeoisement ou pour inculquer l'obéissance et la servilité à la population.

Il y a près de 10 ans, l'entreprise s'est lancée dans la marchandisation de vélos « libre-service ». Ce service de transports péri-urbains est présenté à travers la campagne marketing de la boîte comme étant doux et écologique. Comme souvent en ce qui concerne nos déplacements au sein des villes et des métropoles, qu'ils soient réalisés en tram, bus, métro ou voitures auto-partage, le vélo de JCDecaux n'échappe pas au contrôle et au fichage de celles et ceux qui l'utilisent. Le système GPS intégré à chaque vélo ainsi que les coordonnées personnelles de l'individu nécessaires pour s'y abonner permettent de réunir de multiples informations dans la base de données de la multinationale, comme par exemple les habitudes de consommation et lieux de de fréquentation (cf. encart).

Qu'en est-il de la production de ces vélos ?
La construction de ces vélos de location est assurée par 'Lapierre', filiale de la multinationale néerlandaise 'Accell group'. **Le siège de 'Lapierre' se trouve à Dijon (8, rue Edmond Voisenet).** Mais c'est en Hongrie, notamment dans la ville de Tószeg, située à 120 km au sud-est de Budapest, que JCDecaux produit ses vélos de location... et pour pas cher: en effet, la boîte exploite les ouvriers pour deux euros de l'heure, soit 354 euros par mois. Ils y travaillent en moyenne 5 jours par semaine quasiment 8h journalières sans interruption.

Lancé en septembre 2007 à Besançon, le 'vélocité' (pour son appellation locale) est destiné à attirer une population branchée et aisée, qui vibre pour tout ce qui est *transport doux* (c'est également l'argument commercial du tramway). Ce n'est pas un hasard si l'installation des stations de vélos (30 au total sur Besançon) se fait au sein de quartiers réévalués et en voie d'embourgeoisement. Fin avril 2015 à Besançon, plusieurs stations de vélocités ont été enlevées pour être redéployées dans des quartiers d'hôtels et de commerces et proches des stations de tramway, comme aux 'Chaprais' ou à 'Fontaine Argent', où de nouvelles copropriétés pour riches voient le jour. Relier les transports doux (tram, vélocité et voitures d'auto-partage 'Citiz') est source de profits pour promoteurs et aménageurs. Les quartiers périphériques et populaires de Besançon comme 'Clairs-Soleil', 'Les 408' ou 'Planoise' ont volontairement été évités par la multinationale. Car il faut au moins 150 euros sur un compte bancaire et autres frais pour l'utiliser. C'est donc pas étonnant que les pauvres des grandes villes (Paris, Lyon, Toulouse, Marseille...) éprouvent une haine féroce pour ces produits du capitalisme vert, dont les vols et dégradations s'élèvent chaque année à plusieurs milliers d'euros.

Besançon en voie de devenir une « Smart city »

Soit "la ville intelligente", qui est vouée à répondre aux besoins de l'économie en favorisant les TIC (Technologies de l'Information et de la Communication). La mairie socialiste, après avoir réaménagé l'urbanisme de la ville avec tramway, complexes d'habitations de luxe et centres commerciaux, s'apprête à lancer le wifi-gratuit dans le centre-ville. Le but est de faire avaler aux gens de la publicité ciblée toutes les demi-heure sur leurs téléphones dernier cri. Après avoir rempli toutes ses coordonnées personnelles, le porte-feuille sur pattes pourra être suivi à la trace partout, se verra suggérer des annonces publicitaires ciblées selon ses goûts de consommation etc... La mairie y voit une aubaine pour relancer la consommation au centre-ville, processus déjà engagé avec les « Samedis piétons ». Et J-CDecaux est évidemment un des principaux bénéficiaires de ce concept *innovant*.

Avant de boucler ce numéro, on apprend qu'un chantier a débuté mi-août dans la rue Moncey au centre-ville. Il s'agit pour la municipalité d'installer de la fibre optique, entre autres pour améliorer la transmission d'images et les flux de données des caméras de surveillance (officiellement "mettre à jour les réseaux électriques"). Le chantier, réalisé par l'entreprise BTP 'Sobeca', durera au moins jusqu'en novembre prochain. Ca laisse le temps d'aller y mettre son grain de sable dans l'engrenage de la domination. ...

JCDecaux a trouvé la parade : faire payer en heure de TIG les mineurs (ou pas) inculpés pour vols/dégradations de ses vélos. En collaboration avec la PJJ, les juges et juges pour enfants, l'entreprise jouit de la bénédiction de l'Etat, qui reconnaît son système de vélos comme un « service public ». La multinationale participe officiellement aux programmes de « réinsertion » pour les prisonniers et profite des mesures judiciaires de « réparation pénale » et de « peine alternative ». Autrement dit, les personnes condamnées pour dégradations purgent leurs peines à bosser gratuitement 6h par jour dans les ateliers de réparation, qui sont gérés par sa filiale 'Cyclocity'. Cela constitue un intérêt capital pour l'entreprise, mais aussi pour l'Etat à qui cela permet d'économiser des procédures judiciaires et de désengorger ses prisons pour jeunes (EPM, CEF, CER..) N'importe quel prisonnier qui bosse derrière les barreaux est déjà payé une misère (entre 20 et 45% du SMIC). Mais dans ce cas-là précisément, il existe un mot pour qualifier cette exploitation: l'esclavage.

La publicité, la prison et l'exploitation du capital ne laissent aucune place au débat et à la discussion. **Passer par l'attaque et le sabotage de ces installations et de ces infrastructures est une façon de se libérer un peu plus des chaînes de cette société. JCDecaux, qui en est présent quasiment partout sous diverses apparences, ce qui ouvre des possibilités énormes pour nuire à ses sales activités.**

Voici une liste chronologique de destructions multiformes contre JCDecaux ces derniers temps. Bien sûr, elle est loin d'être complète, étant donné que les chiffres des dégâts nous sont fournis par les médias et sont en réalité souvent supérieurs):
- **15 avril 2014, Paris** : dans les 10ème, 11ème et 12ème arrondissements ainsi qu'à **Montreuil**, les pneus de 453 Vélib' sont crevés contre l'esclavagiste

de prisonniers JCDecaux.
- **7 mai 2014, Paris :** 80 vélib' se déglonflent, ainsi que trois camionnettes et un camion de la mairie de Paris qui collaborent à l'exploitation de prisonniers.
- **20 mai, Paris :** « 453 Vélibs ont leurs pneus crevés dans plusieurs arrondissements. Idem pour 5 utilitaires et 3 camions de la mairie. Cette attaque ne représente qu'une goutte d'eau dans les 8000 dégradations qu'ils subissent en moyenne par an sur la capitale. »
- **8 novembre 12014, Besançon :** une vingtaine de vélocité sont mis hors-service par crevaisons.
- **23 novembre, Besançon :** 11 abribus et ses pubs sont explosés en plein après-midi à la périphérie de la ville. Malheureusement, une personne est interpellée.
- **24-30 novembre 2014, Toulouse :** JCDecaux « a droit à deux soirées de casse. L'une d'elle a coûté 21 445 € exactement, et l'autre 12 129 €. Pas moins de 250 panneaux publicitaires sont dégradés. »
- **26 novembre 2014, Besançon :** vers 1h30, un homme choisit de soigner sa « dépression » en défonçant trois abribus sur l'avenue Léon Blum. Il se fait malheureusement interpeller et placer en GAV.
- **8 février 2015, Bordeaux et sa périphérie :** 45 panneaux de pub sont détruits, ce qui fait 90 vitres à remplacer pour la société. Des tags contre la pub sont inscrits sur le mobilier urbain.
- **Mai 2015, Besançon :** une trentaine de vélocités se font crever les pneus en solidarité avec les révoltés de 'Planoise' et des '408'.
- **27 mai 2015, Paris :** une camionnette 'JCDecaux' part en fumée. Le sabotage incendiaire est réalisé en solidarité avec les anarchistes incarcérés en Espagne.
- **Fin mai / début juin 2015, Toulouse :** abribus et publicités sont la cible de « destructions régulières » sur la voie du TOEC. Aucun chiffre des dégâts n'est communiqué par la presse.
- **Mi-août 2015, Aurillac :** durant le célèbre festival de rue international, une soixantaine de pubs et d'abribus sont défoncés par des anarchistes.

Entre 2010 et 2013 à Besançon, pas moins de 800 actes de destructions ont été recensés par la mairie contre les panneaux de pub et abribus JCDecaux. Les dégâts s'élèvent à plus d'un million d'euros.

En savoir plus : http://attaque.noblogs.org/post/tag/jcdecaux/

L'EPIDE, la maison de correction du XXIème siècle

Lancés en août 2005 par Michèle Alliot-Marie, ces 'Etablissements Publics d'Insertion de la Défense et de l'Education' (ou programme « *Défense seconde chance* ») sont destinés à inculquer discipline et obéissance aux jeunes délinquants et/ou en échec scolaire (dans leur bouche, ça donne « *en voie de marginalisation* »). Les jeunes pensionnaires, âgés de 18 à 25 ans, obligés de porter l'uniforme, y sont enfermés cinq jours sur sept, avec un encadrement scolaire, mais surtout militaire. On leur apprend à embrasser le drapeau tricolore, à chanter l'hymne national, à respecter la hiérarchie et l'ordre en défilant en rang et au garde-à-vous, à respecter l'Etat et ses lois, etc... La mission éducative des profs de l'Education Nationale est centrée sur l'apprentissage des valeurs républicaines et citoyennes. En résumé, à devenir des citoyens modèles. Ils se font embaucher par des entreprises de sécurité et du BTP pour remplir des « missions » (le principe vieux comme ce monde de la réinsertion par le travail) et sont formés aux métiers de l'armée, même si ce n'est pas dit explicitement.

En février 2015, l'Etat a annoncé le renforcement de ce système d'éducation militaire avec la création de 600 places et 150 postes supplémentaires. Jusqu'à aujourd'hui, près de 28000 jeunes seraient passés par ces centres. Bien sûr, on ignore le nombre de jeunes ayant déserté ou renvoyés pour « mauvaise conduite ». A l'heure actuelle, il existe 18 centres un peu partout en France: à Marseille, Strasbourg, Alençon, Brétigny sur-Orge, Bordeaux, etc... En Franche-Comté, il y en a un à **Belfort**: créé en 2007 et rénové en 2012, il s'occupe de 90 jeunes à cette adresse: **Établissement Capitaine Charles - Avenue de la Miotte - BP 40145 90 003 Belfort cedex – Tél: 03 84 90 13 40**. Le directeur de ce centre s'appelle Jean Sauvonnet. On peut aller consulter toutes les coordonnées des centres EPIDE et le nom de leurs directeurs ici: *http://www.epide.fr/a-propos-de-lepide/nos-centres/?no_cache=1*.

Il serait difficile de ne pas s'apercevoir avec ces EPIDE une volonté de l'Etat de recruter directement ses futurs soldats dans un contexte de lois et mesures antiterroristes. Les Etats sont aussi dans l'optique de renforcer leurs dispositifs militaires aux frontières intérieures et extérieurs pour repousser toujours plus loin les migrants qui fuient les guerres, les persécutions religieuses et ethniques, la misère, etc... La propagande de recrutement de l'armée qui foisonne partout actuellement est un signe clair que l'Etat nous adresse: derrière cette «lutte contre le terrorisme islamiste», c'est tous les indésirables défiant ses lois et ses intérêts qui sont ciblés. Nous n'avons pas à accepter le maintien de la population sous la terreur militaire et policière. A l'heure où l'armée quadrille les rues partout sur le territoire pour la sécurité des riches et de l'Etat, il est temps d'identifier et de saper ses édifices et son fonctionnement !

Contre l'ordre et ses valets, insurrection !

A l'assaut du vieux monde

La solidarité au-delà des murs des prisons !

A la maison d'arrêt de la Butte comme partout, des colis de produits de divers sont adressés aux prisonniers. Il faut savoir que tout ce qui s'achète en taule (produits de nécessité) est deux à trois fois plus cher que dehors. Lorsque les personnes solidaires se font prendre par les flics, elles prennent cher. C'est ce qui est arrivé à deux jeunes le 11 octobre en début de soirée, pris en flag' pour avoir balancé à leur pote un colis par-dessus les murs, Le 16 août dernier, un des deux, majeur, a écopé de 7 mois ferme, même s'ils pourront être aménagés. Dedans comme dehors, solidarité face à cette société carcérale !

Feu de cellule à la prison....

Mardi 4 août, un prisonnier a foutu le feu au matelas de sa cellule. Les pompiers sont rapidement intervenus, ce qui a limité les dégâts. Saluons le désir de liberté de ce prisonnier qui a tenté de saccager sa cage... Feu à toutes les prisons !

Et au commissariat de la gare d'eau !

Dimanche 30 août en début de soirée, un homme qui était séquestré par les flics a mis le feu au matelas d'une cellule de dégrisement. De nombreux pompiers se sont dépêchés d'intervenir pour venir à bout de l'incendie et préserver ce bâtiment de l'oppression. Néanmoins, les flammes ont nécessité l'évacuation de toutes les personnes en garde-à-vue... et occasionné quelques dégâts matériels dans cette geôle du comico !

Thise : nique le maire et ses sbires !

Mercredi 5 août en milieu de matinée, des gens du voyage décident d'occuper l'aérodrome de Thise, car l'air d'accueil comme souvent est trop petite, pas adaptée au nombre des personnes et dangereuse pour les enfants. Le maire UMP de Thise, Alain Loriguet, alors en pleine réunion, s'est empressé de venir sur place avec l'aide d'un conseiller municipal et d'un agent de la mairie pour leur interdire l'accès. Ils se font copieusement insulter et bousculer dès leur arrivée. Le maire se fait même arracher sa chemise. Le soir même, citoyens et élus PS et UMP organisent une marche qui prend très vite une tournure raciste de par la banderole de tête (« *invasions de gens du voyage, ça suffit !* »). Parmi les politicards locaux présents, on retrouve entre autre Jacques Grosperrin (qui, pour rappel, a pignon sur la **rue Bersot au n°34**) et d'autres du PS (on peut aller leur rendre visite rues Mégevand/d'Orme de Chamars pour la mairie et Avenue de la gare d'Eau pour leur local).

Contre les frontières, leurs flics et leurs prisons

Courant juillet étaient lisibles sur les murs de Besançon quelques slogans contre les frontières en solidarité avec les migrants du style « *Migrants welcome* », « *détruisons les frontières* », « *non à l'Europe forteresse* », « *no border no nation, stop deportation* », mais aussi contre la police comme « *Un flic une balle* », « *Policiers surarmés, profites-en pour t'suicider* », « *FCK CPS* ». Début août, le siège du PS a eu sa façade recouverte des tags « *expulseurs* » et « *no border* » en réponse aux opérations répressives des autorités à l'encontre des groupes de migrants à Paris, à Calais, comme à la frontière franco-italienne entre Menton et Vintimille.